

## Une stratégie lisible et efficace

**Que reste-t-il de l'électorat de gauche ?** Cette question est d'autant plus importante que le gouvernement et les dirigeants de la Rue de Solferino ont lancé les grandes manœuvres pour une recomposition à l'anglo-saxonne de la gauche.

Eh bien, il ne reste pas grand-chose. **La gauche est autant à gauche aujourd'hui, que le parti socialiste est socialiste.** Donc nous aurions tort de nous remplir d'illusions et de croire que nous pourrions redonner du sens à tout cela, avec moins de chances encore que les frondeurs du Parti socialiste.

Nous aurions donc également tort de croire possible, sous quelque méthode que ce soit, une candidature de « gauche » (la vraie !) possible pour 2017.

**Dans notre lexique, dans nos adresses, le mot « gauche » est à bannir tant il est plein de confusion :** car au mieux, les abstentionnistes tentés de voter à gauche, notamment dans le cas d'un vote utile plus que probable, voteront socialiste, et donc pas à gauche.

### - **Pour un mouvement progressiste**

Force est de constater qu'en Europe, les succès récents se rapprochant le plus de ce que nous pourrions appeler « **une irruption populaire progressiste** » sont à mettre au crédit de **Podemos** en Espagne, de **Syriza** en Grèce, et récemment du **Bloc de gauche** au Portugal.

Bien que différents dans leurs histoires et contextes, ces formations bénéficient **d'un certain nombre de points communs :**

- **Un contexte austéritaire désastreux** pour la population
- **Une extrême droite faible** ou sur le déclin (contrairement à la France ou l'Italie)
- **Une rupture avec « les partis de gouvernement »**
- **Une construction patiente d'un mouvement** qui a mis en son cœur la question démocratique et les intérêts de la population
- **Un appui des intellectuels et des jeunes** générations
- **Une mise au second plan des appareils politiques** (effective ou visible)

**Considérons** que nous souhaitons créer un rassemblement équivalent en France.

Considérons que le premier point nous est acquis, et que le second peut se régler en développant une identité plus forte que celle du Front National.

Considérons que le troisième point soit aussi réglé, puisque **la campagne de 2012 est un précédent.**

**Alors il nous reste encore tout à faire.**

**Mais nous ne partons pas de rien.** Le rendez-vous manqué des collectifs antilibéraux de 2007 et les relatifs succès du Front de Gauche en 2009 et 2012, nous ont apportés quelques enseignements :

- L'attente d'un tel rassemblement est réelle
- La participation, même exigeante et compliquée des « antipartis » est possible
- Les mondes des intellectuels et de la jeunesse répondent eux-aussi positivement

### - **Comment faire ? Subvertir l'élection présidentielle**

**Les écueils sont nombreux :** présidentialisation/personnalisation, inversion du calendrier, dissensions politiques entre organisations, manque de temps...

En France, LE PROBLEME, c'est qu'il **n'y a pas encore de méthode partagée** pour faire face et arriver à ce rassemblement. Soit : les modalités de la construction du mouvement dans le temps, les structures de représentation et in-fine les modalités de représentation.

Prenons chacun des problèmes dans l'ordre.

**Présidentialisation/personnalisation** : les institutions et le jeu médiatique sont ainsi fait, un mouvement ne peut se passer de têtes de pont. Par contre, nous aurions tort de nous enfermer dans une primaire qui renforcera le système in-fine, et desservira nos objectifs d'ensemble. Un médian intéressant serait - dans le système de rassemblement que nous sentons émergés - de **désigner trois à quatre porte-paroles maximum concourants pour l'élection présidentielle**. Et qu'à l'issue du travail effectué localement, nous ayons **une nomination finale indirecte... par les candidats issus des « primaires pour les législatives »**.

**Inversion du calendrier** : le parlement ne peut plus être une chambre d'enregistrement, démontrons le dès la campagne. Afin de faire vivre les candidatures locales d'un tel rassemblement, d'animer le terrain avec le futur programme, **organisons des « primaires pour les législatives »**. Comme notre objectif premier reste un changement de république, nous pourrons **donner un premier gage en subvertissant l'élection présidentielle (réinversion du calendrier)**, en remettant l'Assemblée nationale au cœur du jeu, en en faisant **la garantie des engagements pris**, du programme proposé.

**Dissensions politiques** : espérons que celle-ci pourront s'atténuer grâce aux deux premiers points. Egos, programmes, conceptions démocratique, représentativité, renouvellement : **c'est la qualité et l'animation locale de l'entreprise collective qui tranchera**.

**Manque de temps :**

Idéalement à l'automne (Fête de l'Humanité), pour faire face :

- Désignation de quatre porte-parole en lice pour la candidature « *suprême* » via un vote électronique : un politique / un économiste / un mouvement social / une personnalité
- Organisation de primaires parlementaires : mises en débats et choix du programme et des candidats par circonscription

Début 2017 :

- Désignation du candidat à l'élection présidentielle par les candidats à l'assemblée nationale.
- Finalisation du programme

Tout de suite :

- Déclarer notre intention et la mettre en débat dans notre congrès
- Si validée, choisir rapidement des partenaires pour partir dans l'aventure [idéalement FG + EELV + appel citoyen] avant l'été 2016
- Etablir communément un calendrier « pas à pas » effectif dès novembre 2016, naissance et structuration du mouvement, constituant la campagne réelle pour 2017 - Et au-delà- .

**Il est entendu que nous aurons des sacrifices à faire**, des concessions, tant au niveau des personnes que des idées. Mais nous ressortirons grandis et les effets « négatifs » pour notre organisation ne seront que de court terme.

- **Populariser l'agenda du progrès**

Les classes populaires ont vu nombre de trains de promesses et de changements passés, de gauche comme de droite.

Si la définition d'un projet cohérent et l'association de la population à celui-ci sont des gages de réussites, **un futur « contrat de gouvernement » ne pourra se passer d'un agenda** : « si vous votez pour nous, ou pour ce projet, nous ferons ça en 2018, puis ça en 2019, et de 2019 à 2021 ceci, etc...».

Ainsi, notre engagement ne se limitera pas au « respect des promesses tenues » mais à l'inscription dans le temps et à la mobilisation populaire souhaitable pour celles-ci. **Il en va de même pour les autres types d'élections, jusqu'aux plus locales**.